

COMMUNE DE
PLOUNEOUR-MENEZ



dossier n° DP 029 202 25 00029

date de dépôt : 19 mai 2025

demandeur : GOASGUEN Andrée

pour : Rénovation énergétique

- remplacement des fenêtres façade Sud à l'identique

- remplacement des fenêtres façade Nord en vitrage unique

- remplacement de la port façade Nord en vitrage unique

- pose d'unité extérieure de PAC (734x958x740 cm en extérieur du mur Est de tour avec cache en bois H835x210mmx510mm et cache réseaux dans une gouttière descente en zinc

Menuiseries en chêne, naturel intérieur et laqué rouge 3004 extérieur

adresse terrain : 8 rue de la Poste 29410 PLOUNEOUR-MENEZ

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de PLOUNEOUR-MENEZ

Le Maire de PLOUNEOUR-MENEZ,

Vu la déclaration préalable présentée le 19 mai 2025 par GOASGUEN Andrée, demeurant 8, rue de la Poste 29410 PLOUNEOUR-MENEZ ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Rénovation énergétique :
 - remplacement des fenêtres façade Sud à l'identique
 - remplacement des fenêtres façade Nord en vitrage unique
 - remplacement de la port façade Nord en vitrage unique
 - pose d'unité extérieure de PAC (734x958x740 cm en extérieur du mur Est de tour avec cache en bois H835x210mmx510mm et cache réseaux dans une gouttière descente en zinc
- Menuiseries en chêne, naturel intérieur et laqué rouge 3004 extérieur ;
- sur un terrain situé au 8, rue de la Poste 29410 PLOUNEOUR-MENEZ ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), approuvé le 10 février 2020, modifié le 30 janvier 2023, révisé le 12 février 2024, et notamment les dispositions afférentes à la ou aux zone(s) UHa ;

Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le 22 mai 2025 ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France de Brest en date du 19/06/2025 ;

ARRÊTE

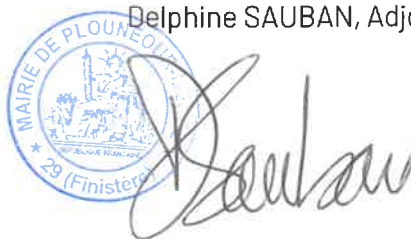
Article unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

A Plounéour-Menez, le 23/06/2025

Pour le Maire,

Delphine SAUBAN, Adjointe à l'Urbanisme

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE DE PLOUNÉOUR-MENEZ' in the 'FINISTÈRE' department. The stamp includes the text 'REPUBLIQUE FRANÇAISE' and the number '29'. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in dark ink.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

